

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Cône Sud

Argentine, Chili, Paraguay, Uruguay

Une publication du SER de Buenos Aires en collaboration avec le Service économique de Santiago
Du 21 mars au 4 avril 2025

Argentine – Des turbulences sur les marchés financiers sur fond de négociations d'un nouvel accord avec le FMI

Alors que le précédent programme s'est terminé en décembre 2024, l'Argentine négocie depuis plusieurs mois un 24^{ème} accord avec le Fonds monétaire international (FMI). Ces dernières semaines, les négociations se sont accélérées et le gouvernement multiplie les déclarations en ce sens. L. Caputo, Ministre de l'Économie, a affirmé que le montant négocié avec le Fonds atteindrait 20 Mds USD. Le gouvernement a précisé que les fonds seront utilisés pour assainir le bilan de la Banque centrale et refinancer la dette contractée dans le cadre du prêt accordé à l'Argentine en 2022, d'un montant de plus de 44 Mds USD, et dont le remboursement du principal commencera en 2026. Le Président Javier Milei a indiqué viser une signature de l'accord courant avril.

LE CHIFFRE A RETENIR
10 %
Nouveaux droits américains
sur les importations des pays
du Cône Sud

Malgré l'avancée des négociations, qui porteraient sur un montant supérieur aux attentes, les marchés financiers connaissent une forte instabilité ces dernières semaines. L'indice risque pays de JP Morgan, qui mesure les spreads obligataires en devises, s'est fortement détérioré atteignant 869 pdb le 3 avril, +26% depuis le 7 mars et son niveau le plus élevé depuis novembre 2024. Les taux de change parallèles ont également connu des turbulences : le taux informel s'est déprécié de 7 % sur la même période, et le taux financier CCL de 8 %. Le marché des actions s'est montré, au contraire, plus résilient, mais a connu une forte volatilité, influencé par les bourses internationales. En parallèle, les réserves de change sont en forte baisse, passant de 28 Mds USD au 7 mars à 25,3 Mds USD au 1^{er} avril, alors que les réserves nettes sont estimées à -9 Mds USD, mettant en lumière les fortes tensions sur l'équilibre externe du pays.

Si les décaissements attendus réduiraient la pression sur les réserves de change, l'incertitude autour des paramètres du programme, notamment sur le régime de change, explique ce recul des marchés et des réserves. Malgré le discours des autorités, insistant sur la non-nécessité d'une dévaluation, les marchés s'attendent à une potentielle flexibilisation du régime cambiaire en raison des déficits courants récurrents ces derniers mois. Dans le cadre du régime de parité glissante, le Peso se dévalue de 1% par mois face au USD, un niveau inférieur à l'inflation, poussant à l'appréciation réelle de la devise argentine. Une flexibilisation rapide du régime cambiaire, et ses conséquences inflationnistes, préoccupe les marchés, tout comme la fonte récente des réserves, qui s'explique, également, en partie, par les incertitudes sur les contours de l'accord. Les anticipations des agents économiques sur une potentielle dépréciation entraînent d'une part une accélération des importations, alors que, d'autre part, les exportateurs sont poussés à reporter leurs ventes en attendant un taux plus favorable. Face à la dépréciation des taux parallèles, la BCRA a ainsi accéléré ses interventions sur le marché des changes, accentuant la baisse des réserves. Le contexte international affecte également l'Argentine : les annonces de D. Trump de hausse des droits aux importations font craindre un ralentissement global et un durcissement des conditions de financement internationales. L'Argentine s'est cependant montrée relativement peu touchée par la hausse des droits aux importations, qui atteindront 10 %, alors que les États-Unis représentent 8 % des exportations argentines. **L'économie argentine est actuellement dans une zone de turbulence financière, sans doute conjoncturelle en attendant l'adoption du programme FMI, mais dont les sous-jacents mettent en lumière la fragilité de son équilibre externe**: la question de la surévaluation du Peso demeure un sujet de tensions, autant sur les marchés financiers que dans le monde politique. Mais cette instabilité pourrait être transitoire et reflète surtout une incertitude exacerbée, la perspective d'un accord avec le FMI, tout comme la récolte céréalière à partir d'avril, devant permettre, à court-terme, de réduire ces tensions.

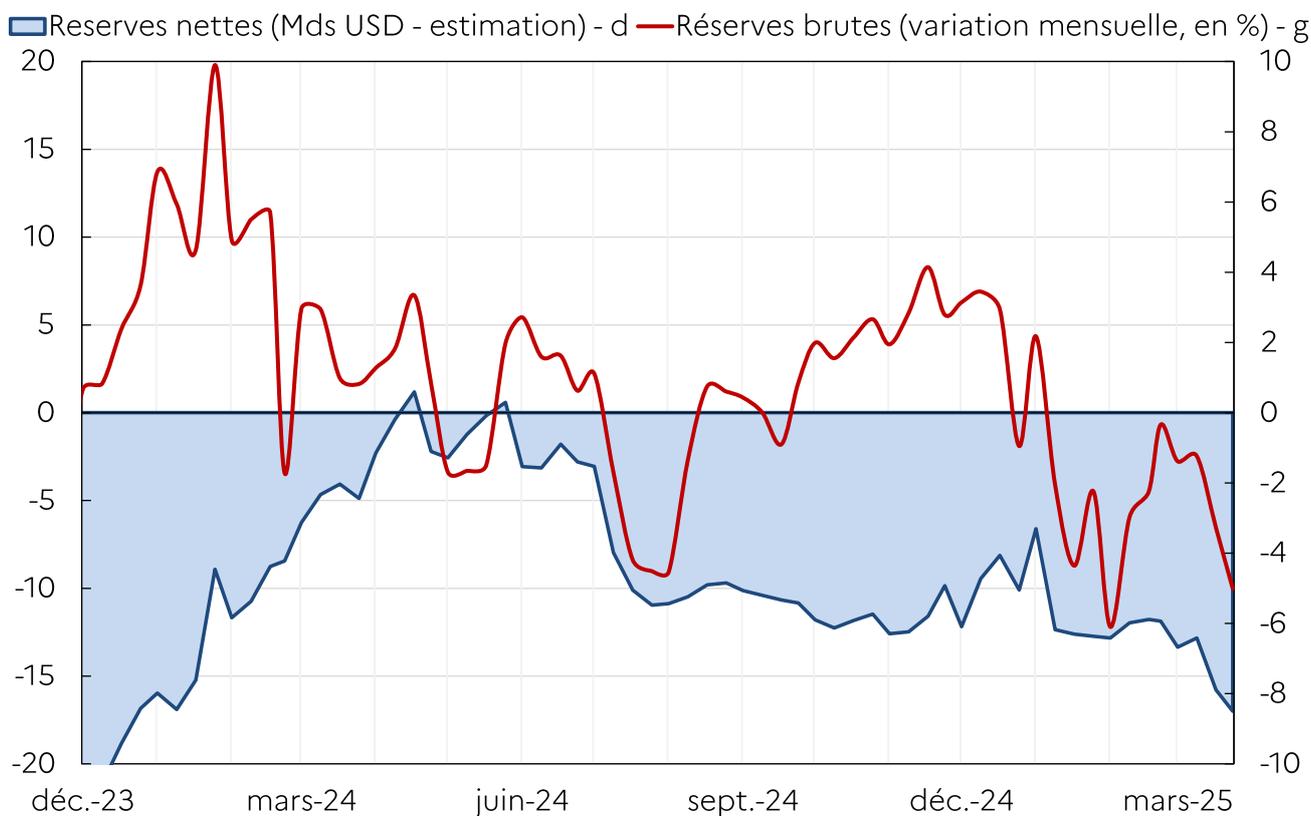
Principaux indicateurs macroéconomiques

		Argentine	Chili	Paraguay	Uruguay
Derniers chiffres annuels					
Croissance du PIB réel	2024	-1,7%	2,6%	4,2%	3,1%
Inflation (fin de période)	2024	117,8%	4,5%	3,8%	5,5%
Solde budgétaire (% du PIB)	2024	0,3%	-2,9%	-2,6%	-4,1%
Dettes publiques (% du PIB)	2024	83,2%	41,7%	39,7%	57,2%
Solde courant (% du PIB)	2023	-3,5%	-3,6%	0,2%	-3,9%
Dettes extérieures (% du PIB)	2023	113,7%	73,1%	32,6%	67,2%
Prévisions et anticipations					
Inflation (fin de période) - Agents économiques	2025	22,2%	4,0%	3,8%	5,8%
Croissance du PIB réel - FMI	2025	5,0%	2,4%	3,8%	3,0%
Croissance du PIB réel - Agents économiques	2025	4,8%	2,2%	3,8%	2,5%
Croissance du PIB réel - FMI	2026	4,7%	2,5%	3,5%	2,6%
Croissance du PIB réel - Agents économiques	2026	3,4%	2,1%	3,8%	2,3%
Pour mémoire					
PIB nominal (Mds USD)	2023	655	335	43,8	77,2
Population (millions)	2023	46,7	19,9	7,5	3,6

Sources : FMI, Instituts statistiques nationaux, Banques centrales nationales, Our World in Data, SER Buenos Aires

Graphique de la semaine

Argentine : réserves de change



Sources : BCRA, SER de Buenos Aires

CONE SUD

Les Etats-Unis imposent le niveau plancher de 10% des droits aux importations aux pays du Cône Sud

Le 2 avril, le Président américain Donald Trump a annoncé la hausse des taux d'imposition aux importations sur la grande majorité des pays, notamment les économies du Cône Sud. Basé sur un calcul prenant en compte la balance commerciale vis-à-vis des Etats-Unis, le taux d'imposition pour les quatre pays du Cône Sud, Argentine, Chili, Paraguay et Uruguay est à son niveau plancher, à 10 %.

Les conséquences de ces mesures sont difficilement mesurables à ce stade. La part des exportations vers les Etats-Unis dans les exportations totales est faible, étant inférieur à 10 % en 2024, sauf au Chili (16,8 %). Cependant, les effets indirects de telles mesures, notamment sur le ralentissement de la croissance mondiale et du commerce international pourraient être plus prégnants. En effet, ces pays, spécialisés dans les matières premières (minières pour le Chili, agricoles pour l'Argentine, le Paraguay et l'Uruguay), pourraient pâtir d'une baisse des cours mondiaux des matières premières, conséquence d'un repli de la demande mondiale. De plus, les effets inflationnistes aux Etats-Unis de ces mesures, pourraient, à terme, déboucher sur une politique monétaire américaine plus restrictive, avec des conséquences négatives pour les flux de capitaux dans la zone. Face à ces risques, en Argentine, J.Milei, allié idéologique de Donald Trump, a déjà annoncé qu'il négocie des taux d'imposition préférentiels sur un certain nombre de produits.

Pays	Part des exports vers les USA dans le total en 2024	Part des exports dans le PIB en 2023
Argentine	8,1 %	12,7 %
Chili	16,8 %	31,1 %
Paraguay	8,6 %	27,5 %
Uruguay	9,3 %	42,5 %

ARGENTINE

Le taux de pauvreté recule fortement au S2 2024

Alors que le taux de pauvreté s'était envolé au premier semestre 2024 pour atteindre 52,9%, il a fortement reculé au deuxième semestre à 38,1%.

La flambée du S1 (+11,2 pts) était essentiellement attribuable au plan d'ajustement de Javier Milei, avec l'envolée de l'inflation, conséquence de la dévaluation du Peso de 54 % face au USD en décembre 2023, à la diminution des subventions au prix de l'énergie et des transports et à la baisse des pensions en termes réels. Le fort recul de la pauvreté au S2 2024 s'explique quant à lui par le fort recul de l'inflation (de 25,5% v.m en décembre 2023 à 2,4% en février 2025) qui permet un rattrapage des salaires réels (*cf infra*), couplé à la reprise de l'activité. Ce niveau de pauvreté au S2 2024 est le plus bas dans le pays depuis 2 ans. Le taux d'indigence (proportion de la population en situation d'extrême pauvreté – incapable de couvrir ses besoins alimentaires de base) s'est quant à lui établi à 8,2% (après 18,1% au S1).

En dépit d'une hausse des salaires réels pour l'ensemble des catégories de travailleurs depuis mi-2024, le niveau de certains salaires est inférieur à celui enregistré fin 2023. Dans le détail, en janvier 2025, les travailleurs du secteur informel et du secteur formel privé ont retrouvé des niveaux de salaires réels supérieurs à novembre 2023, à hauteur de +24% et +0,7% respectivement. A l'opposé, les salaires du secteur public formel demeurent en retrait, à hauteur de -16%. Plus globalement, le salaire moyen (prise en compte de toutes les catégories de travailleurs) demeure inférieur de 1,5% à son niveau de novembre 2023. La poursuite du processus désinflationniste dans les prochains mois sera nécessaire afin que le rattrapage des salaires réels perdure, mais reste soumis à des risques, compte tenu de la surévaluation du Peso.

L'activité a progressé de +0,6% en v.m en janvier 2025

L'indicateur mensuel d'activité (EMAE) a affiché une croissance de +6,5% en g.a en janvier (+0,6% en v.m), après la croissance robuste de +6,0% en décembre. Cette forte hausse annuelle, liée à un effet de base conséquent, alors que l'activité en janvier de l'année passée avait été touchée de plein fouet par l'ajustement de J.Milei (-4,0% en g.a en 01/2024), est marquée par une forte inégalité sectorielle. En effet, la hausse de l'indice en janvier a été portée par les secteurs de l'intermédiation financière (+25,7% en g.a), du commerce (+11,3%), et de l'exploitation minière (+8,3%). A l'opposé, certains secteurs sont en souffrance, notamment la pêche (-3,8%) et l'hôtellerie – restauration (-2,8%), qui pâti d'un tourisme amorphe, conséquence de la surévaluation du Peso.

Ces chiffres viennent confirmer la poursuite de la reprise économique, observée depuis le S2 2024.

Pour mémoire, après avoir reculé fortement au S1 2024 sous l'effet du plan d'ajustement mené par le Président Milei, l'activité rebondit depuis le S2 2024 (+4,3% et +1,4% vt aux T3 et T4 24). Le rebond de l'activité est porté par d'importants effets de base, par une solide reprise de la consommation privée grâce à la baisse de l'inflation, et une hausse de l'investissement porté par le rebond du crédit. Pour 2025, la croissance est attendue à +5,0% par le FMI et +4,8% par le consensus de marché.

Des exportations agricoles élevées en 2024, mais des perspectives 2025 encore incertaines

Selon le rapport de la FADA (*Fundación Agropecuaria para el Desarrollo de Argentina*) sur les exportations agricoles 2024, les chaînes agro-industrielles continuent de jouer un rôle crucial dans l'entrée de devises. Les exportations agro-industrielles ont représenté 61% des exportations totales du pays en 2024, contre 65 % en moyenne sur les 5 dernières années. Après une sécheresse en 2023, l'industrie agricole a rebondi en 2024, avec une augmentation de 24,6% des exportations par rapport à l'année précédente.

Parmi les exportations agricoles, 69% proviennent du complexe céréalier. L'Argentine continue de se distinguer par ses exportations de soja, maïs et blé et de ses produits dérivés. Le complexe de soja a connu une performance exceptionnelle, avec un revenu net de 16,1 Mds USD pour la campagne 2023/2024, permettant de placer l'Argentine en tête des exportateurs mondiaux d'huile de soja et en troisième position des exportateurs de farine de soja, avec 30,1 Mt de farine de soja exportées. Selon la *Bolsa de Comercio de Rosario*, bien que les exportations d'oléagineux de la campagne 2024/2025 restent inférieures de 9 % à la moyenne des dernières années, elles restent relativement constantes rapportées à la production. Elle prévoit également une légère baisse de production de soja, à 46,5Mt en 2024/2025 contre 50 Mt en 2023/2024. Toutefois, les récentes mesures protectionnistes américaines pourraient peser sur les prix des denrées alimentaires, tout comme la production mondiale de soja, qui s'annonce élevée en 2025.

CHILI

Mission du MEDEF International à Santiago

Dans le cadre de cette mission, une délégation de près de 20 entreprises françaises s'est rendue à Santiago les 24 et 25 mars 2025. La délégation a échangé avec plusieurs ministres et leurs équipes (Finances, Économie, Transports, Travaux publics, Sciences, Énergie...), des agences et opérateurs de l'État (Sernageomin, Cochilco, InvestChile...) et des entreprises publiques (Codelco, Enami...) pour comprendre les priorités de l'action publique chilienne et d'appréhender les opportunités de partenariats public-privé. Les entreprises représentaient principalement 3 secteurs stratégiques :

- **L'énergie :** les échanges avec les équipes du ministère de l'énergie ont permis de mettre en lumière les défis auxquels fait face le pays en matière de construction de réseaux de transmission, de moyens de stockage d'énergie efficaces ainsi qu'en matière d'intégration régionale dans le domaine, qui demeure à ce jour extrêmement embryonnaire. Le groupe de travail France-Chili sur la thématique de l'hydrogène vert et la feuille de route en cours de création sur le développement de l'éolien off-shore ont été évoqués comme autant d'opportunités d'investissements à venir;
- **Les transports et les infrastructures :** les perspectives dans le domaine des transports et des infrastructures sont très marquées par l'enjeu majeur de la transition énergétique, et par la nécessité de coopérer sur le long-terme avec les entreprises d'ingénierie française, souvent modèles en la matière, dans des projets emblématiques comme dans le cas du métro de Santiago. Au-delà de la modernisation des infrastructures essentielles construites dans les années 90 (autoroutes, aéroports...), le système de concessions s'étend à d'autres secteurs comme la construction d'hôpitaux, de prisons, de téléphériques... et est, dans ce contexte, à la recherche de solutions innovantes (pour la viabilisation de routes dans des régions reculées ou des projets d'usines de désalinisation d'eau...);
- **La mine et les métaux stratégiques :** les acteurs rencontrés ont présenté l'originalité et la pertinence du système concessionnel chilien et la formalisation du secteur minier enjeux de soutenabilité. La problématique de la

consommation d'eau et l'électrification des mines souterraines étaient à l'ordre du jour.

Déplacement du Président chilien en Inde pour consolider la relation économique bilatérale

Le président Boric s'est rendu en début de semaine en Inde – première visite pour un président chilien depuis seize ans – accompagné d'une délégation importante de ministres et d'hommes d'affaires.

La visite est centrée sur les sujets économiques et commerciaux, grâce au lancement officiel des négociations pour un « Accord d'Association Économique Intégral » (CEPA), annoncé en présence du Premier Ministre indien Narendra Modi. Ce projet – se rapprochant d'un accord de libre-échange – vise à consolider les relations bilatérales, dans les secteurs de l'agroalimentaire, des énergies renouvelables, de ou encore des technologies. La visite a également permis la tenue d'un forum d'entreprises Inde-Chili co-organisé par ProChile et InvestChile en présence du président Boric, qui a également participé à la 53^{ème} réunion du Conseil Indien du Monde des Affaires (Indian Council of World Affairs, ICWA).

Malgré l'existence d'un « accord commercial partiel » entré en vigueur en 2007, et approfondi en 2017, la relation commerciale bilatérale demeure aujourd'hui limitée, en raison de droits de douane élevés sur certains produits et de contraintes logistiques importantes. Ce qui n'a pas empêché l'Inde de devenir le 7^{ème} partenaire commercial du Chili en 2024, gagnant quatre places par rapport à 2023 et se positionnant comme le 6^e pays destinataire des exportations chiliennes avec 2,6 Mds USD, principalement composées de cuivre et de produits miniers.

Cette visite avait pour objectif de diversifier et de sécuriser de nouveaux partenariats dans un contexte de guerre commerciale, ayant déjà un effet significatif sur le cours du cuivre et sur l'économie chilienne, exposée aux fluctuations et perturbations du commerce international.

La production minière chilienne chute de 6,6 % en février, du fait de la diminution de l'activité de traitement du cuivre

Selon l'INE, l'indice de la production minière (IPMin) s'est contracté (-6,6 % en février 2025) pour le troisième mois consécutif, dû à un fort impact négatif du cuivre et une activité plus faible dans le lithium. Ce chiffre a eu une incidence

directe sur la baisse de l'indice de la production industrielle, qui a diminué de 3,6 % au cours de la même période.

Le recul de l'industrie minière s'explique d'abord par la performance de l'industrie métallurgique, qui s'est contractée de 7,4 %. Ce segment, qui comprend principalement la production de cuivre, est à l'origine d'une diminution de 6,4 points de l'indice minier global.

Le déclin de l'extraction de métaux est dû à la baisse d'activité dans le traitement du cuivre, causé par des facteurs tels que les faibles teneurs en minerai, les travaux d'entretien dans les usines dans un contexte plus général de diminution des niveaux d'extraction liée à la productivité marginale décroissante des gisements et à un sous-investissement chronique. Cela s'inscrit pourtant dans un contexte où le pays cherche à maintenir sa position de leader dans le domaine du cuivre et du lithium face à la demande mondiale liée à la transition énergétique.

Assemblées annuelle de la Banque interaméricaine de développement

Du 26 au 30 mars 2025, Santiago a accueilli la 65^{ème} réunion annuelle de l'assemblée des gouverneurs de la Banque interaméricaine de développement (BID) et la 39^{ème} réunion de l'assemblée des gouverneurs de la BID Invest. Cet événement, qui a rassemblé près de 5 000 participants, a permis la signature d'onze accords destinés à renforcer le développement économique du continent, l'innovation, la lutte contre la pauvreté, la résilience et l'intégration régionale en Amérique latine, à l'image du programme *Conexión Sur* visant à développer une connexion bi-océanique, le programme *BID Cuida* pour développer le secteur de l'aide à la personne ou encore le programme de financement pour la lutte contre les événements climatiques extrêmes. Toutefois, les discussions ont été marquées par les incertitudes sur le positionnement américain sur les programmes de financement concernant la lutte contre le changement climatique ou les programmes d'aides aux populations les plus vulnérables.

Les assemblées ont permis à une délégation française de la DG Trésor de s'entretenir avec les équipes de la BID, de la BID Invest ainsi qu'avec leurs homologues des pays affinitaires.

En marge de l'évènement, de nombreuses conférences de haut-niveau ont également eu lieu, principalement sur des thématiques de croissance, d'inclusivité, de lutte contre la pauvreté et les inégalités ainsi que de résilience face aux

conséquences du réchauffement climatique. Plusieurs intervenants français, notamment la Prix Nobel d'Économie Esther Duflo et l'économiste Philippe Aghion, ont pu présenter leurs travaux.

PARAGUAY

Des résultats économiques solides en 2024

La croissance du PIB a atteint +3,6% en g.a au T4 2024, portant la croissance à +4,2% sur l'ensemble de l'année (contre 4,0% initialement attendu par la Banque centrale), classant le Paraguay dans le top 3 des performances de croissance en 2024 en Amérique du Sud. Au T4 2024, côté demande l'activité a été tirée par l'investissement (+23,0% en g.a) et par la consommation privée (+6,4%), tandis que les exportations ont de nouveau reculé (-16,0%). Côté offre, l'activité a été soutenue par le secteur des services (+4,8%), par la construction (+13,6%), ou encore par l'industrie manufacturière (+3,1%), tandis que le secteur agricole s'est replié (-4,3%). Pour 2025, la croissance serait de nouveau proche des 4% selon les prévisions de la Banque centrale.

Ces bonnes performances ont entraîné une nette amélioration du risque pays. En 2024, l'agence de notation Moody's a amélioré la notation souveraine du pays de Ba1 à Baa3, permettant au pays d'intégrer le club assez fermé des pays d'Amérique du Sud notés « *investment grade* » par l'institution (Chili, Colombie, Pérou, Uruguay). Au-delà de bonnes performances en matière de croissance économique, le pays affiche i) une inflation maîtrisée : 3,8% en moyenne sur 2024, soit en deçà de la cible de Banque centrale ii) des réserves de change qui s'établissent à environ 7 mois d'importations, soit bien au-delà des seuils d'alerte du FMI iii) des finances publiques saines, avec en 2024 un recul du déficit public pour atteindre 2,6% du PIB, et une dette publique relativement modeste à 40,0% du PIB.

De multiples défis continuent toutefois de brider la trajectoire de croissance, en particulier le haut niveau d'informalité (estimé à 2/3 des emplois par l'OIT, 3^{ème} plus haut niveau de la région), et la forte dépendance au secteur agricole (environ 1/3 du PIB et 4/5^{ème} des exportations) qui entraîne une vulnérabilité face aux aléas climatiques.

URUGUAY

Croissance robuste et baisse du déficit courant en 2024

La croissance du PIB a atteint +3,5% en g.a au T4 2024, portant la croissance à +3,1% sur l'ensemble de l'année. L'activité en 2024 a bénéficié d'un important effet de base, après une année 2023 qui avait été marquée par une sécheresse historique causée par le phénomène climatique *La Niña*, et qui avait impacté les secteurs clefs de l'économie (élevage, agriculture, sylviculture), conduisant ainsi à une croissance presque nulle (+0,4%). Au T4 2024, côté demande l'activité a essentiellement été tirée par la consommation privée (+2,7% en g.a) et par l'investissement (+5,4%). Côté offre, l'activité a été soutenue par l'industrie manufacturière (+15,2%) qui a bénéficié de la réouverture de la raffinerie de pétrole Ancap et de la hausse de la production de cellulose ; par la production d'énergie, de gaz et d'eau (+14,4%) ou encore par les services financiers (+0,3%). Pour 2025, et après la prise de fonction le 1^{er} mars 2025 du Président Yamandú Orsi, la croissance est attendue à 3,0% par le FMI.

Le déficit de la balance courante du pays s'est contracté en 2024 pour atteindre 1,0% du PIB (contre 3,4% en 2023), essentiellement sous l'effet d'une hausse de l'excédent de la balance commerciale (+1,5 Mds USD pour atteindre 4,2 Mds USD). Cette hausse de l'excédent commercial s'explique à la fois par une hausse des exportations (+6,3%) grâce aux meilleures récoltes de soja et à la hausse de la production de cellulose, et une baisse des importations (-0,7%). Le déficit de la balance des revenus primaires s'est également légèrement résorbé, à hauteur de +0,3 Mds USD pour atteindre -5,2 Mds USD.

L'Uruguay reste le leader régional de production d'énergie éolienne et de biomasse

En 2024, l'Uruguay a atteint un nouveau record en couvrant 99% de sa demande électrique par des sources renouvelables, un taux inégalé dans la région. D'une part, ce succès est soutenu par la croissance significative de la production hydroélectrique, qui a plus que doublé après la sécheresse de 2023, représentant 50% de son mix énergétique en 2024. D'autre part, ce résultat repose sur la production d'énergie éolienne, qui couvre 33% de la demande du pays, un chiffre bien supérieur à celui de ces voisins : le Brésil (15%), le Chili (13%) et l'Argentine (11%). De plus, l'énergie provenant de la biomasse, en hausse de 60% par

rapport à 2023, permet de couvrir 13% de la demande énergétique uruguayenne, surpassant à nouveau le Brésil et le Chili (3%) et l'Argentine (1%).

Face à une demande énergétique en forte croissance, l'Uruguay cherche à diversifier davantage sa matrice énergétique.

L'enjeu énergétique devient de plus en plus important en Uruguay, où la demande électrique a augmenté de 18% sur les dix dernières années. En 2024, cette dernière a atteint un niveau de record en dépassant pour la première fois 12 TWh. Dans ce contexte, des projets d'hydrogène vert sont actuellement en développement dans le pays, un secteur stratégique pour l'avenir énergétique. Le projet majeur est celui de l'entreprise chilienne HIF Global à Paysandú, qui pourrait produire 180 000 tonnes de carburant vert et 100 000 tonnes d'hydrogène par an, avec un investissement de 6 Mds USD. La filiale allemande d'HIF Global, Enertrag participe également au projet Tambores. Enfin d'autres projets sont également en cours de développement dans le pays : le projet Kahirós du consortium composé de Hyundai Fidocar Uruguay, Fraylog et Ventus pour un montant de 38,6 M USD (Air Liquide participerait dans la fourniture des équipements) et le projet H24U du consortium composé des entreprises Saceem, CIR et Air Liquide pour un montant de 43,5 M USD.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsables de la publication : Vincent GUIET et Stéphane TABARIE
Service Economique Régional de Buenos Aires

Rédaction : SER de Buenos Aires, SE de Santiago

Abonnez-vous : leo.lesage@dgtresor.gouv.fr